

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

Délibération n° 2020-182- DC

Date d'affichage :	
Le 16 novembre 2020	
Effectif statutaire :	81
Membres en exercice :	81
Quorum :	41
Présents :	61
Excusé(s) :	9
Dont représenté(s) :	7
Absent(s) :	11
Nombre de votants :	68

Secrétaires de séance :	
Grégory PIERRE et Guy BERTIN	

Le douze novembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le cinq novembre deux mille vingt.

Présents : (61)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Alain BOURDIN par Laurent FERTE, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER

Excusés : (9)

Christian RUAAULT, Gilles ROUSSILLAT, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Nathalie SECOUÉ

Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)

Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN à Rodolphe MIRANDE, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Teddy LOCHARD à Isabelle DEVAUX, Nathalie SECOUÉ à Michel DELPHIN.

Absents : (11)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Emmanuel BRAULT, Gaëlle FAURE, Benoit LAMY, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES (ROB) 2021 DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE (CASVL)

Le rapport sur les orientations budgétaires constitue une étape politique fondamentale dans la construction du budget d'une collectivité.

Sur le fondement notamment des articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 4312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le rapport sur les orientations budgétaires précise les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des dépenses et des recettes aussi bien en fonctionnement (personnel, fiscalité, concours financiers,...) qu'en investissement (engagements pluriannuels) ainsi que la structure et la gestion de la dette, présenté dans les deux mois avant l'adoption du budget à l'assemblée délibérante, donne lieu à un débat.

Sur la base de ce rapport, le débat d'orientations budgétaires vise à éclairer le vote des élus et à permettre à l'exécutif de tenir compte des discussions afin d'élaborer des propositions qui figureront dans le budget primitif.

Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

1. Contexte économique

1.1. Un contexte économique structurellement déprimé malgré des taux de croissance élevés en 2021

Après le choc initial de la crise sanitaire, la sortie du confinement, progressive et différente selon les pays, a entraîné partout un net rebond de l'activité. Mais la durée et l'ampleur de ce rebond restent incertaines, comme l'évolution de la pandémie.

Avec la levée du confinement, deux mécanismes contraires sont à l'œuvre. A très court terme, le retour au travail et le déblocage de l'épargne forcée des ménages provoquent un rebond qui, aux Etats-Unis et en zone euro, est plus marqué pour la consommation que la production, à l'inverse de la Chine.

Plus long à produire ses effets et plus durable, le second mécanisme résulte de l'impératif pour les entreprises de réajuster leurs bilans au choc de la crise sur leur bilan et alors que l'incertitude perdure, avec à la clé une baisse de l'investissement et une compression des coûts, des effectifs notamment.

Pour l'ensemble des pays hors OCDE, y compris la Chine, la croissance serait de 8,7% en 2021 après un recul de 3,6% en 2020. La Chine retrouverait une croissance du PIB de 7,9% en 2021, après 0,9% en 2020. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, la croissance serait de 4,7% en 2021 après -5,9% en 2020.

Partout, la croissance cumulée sur 2020 et 2021 resterait sensiblement au-dessous de ses tendances antérieures. Cet écart ne serait pas comblé à l'horizon de nos perspectives à moyen terme.

Face à la crise, les soutiens publics sont inédits ce qui pose la question de leurs limites. Les banques centrales sont déjà confrontées au rendement décroissant des politiques monétaires et il est difficile de savoir jusqu'où elles pourront prendre en charge l'envolée des déficits publics faute de références passées comparables.

1.2. Un rebond de la croissance de l'économie française en 2021

Le ministère de l'Économie envisage un rebond du PIB de 8 % en 2021, « hors effet du plan de relance à venir ». La reprise graduelle entamée mi-2020 se poursuivrait au cours de l'année 2021, soutenue par les mesures du gouvernement, précisant toutefois que le PIB en 2021 demeurerait inférieur d'environ 4 % à son niveau de 2019. Il s'agit de prévisions plus optimistes que celles du FMI (+7,3 %) ou de la Banque de France (+7 %).

La reprise serait portée par le dynamisme de la demande intérieure, avec un rebond de la consommation des ménages alimenté par la vigoureuse reprise de la consommation observée à partir du 11 mai, début du déconfinement, et par la résistance du pouvoir d'achat en grande partie préservée par les mesures de soutien prises par le gouvernement.

En revanche, l'investissement resterait plus sensiblement en retrait de son niveau antérieur, l'incertitude sur les perspectives financières et économiques continuant de peser. Une hausse de la croissance des investissements de 20 % est estimée, ces derniers restant nettement inférieurs à leur haut niveau de 2019.

Les échanges commerciaux se redresseraient, attendant une nette croissance des exportations en biens ainsi que des importations. À noter que le tourisme se redresserait plus partiellement, restant sur l'ensemble de l'année en deçà des niveaux de 2019, reflétant une persistance des incertitudes.

1.3. La situation économique du Saumurois

Le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est le deuxième plus grand territoire de la région des Pays de la Loire en termes de superficie et se classe parmi l'un des 10 EPCI les plus peuplés de la région des Pays de la Loire.

Il compte 99 529 habitants ce qui représente 12,2 % des résidents du département de Maine-et-Loire. Le territoire est subdivisé en 45 communes.

Sa population active est estimée à 58 721 de personnes de 15 ans ou plus. Le taux d'activité est de 75,6 % avec un taux d'emploi estimé à 65%.

Il dispose de près de 40 000 emplois très diversifiés (services, agriculture, industrie, commerce et construction).

Son taux de chômage s'élève à 7,9 %, il a enregistré une baisse de 0.9 point sur un an (entre le deuxième trimestre 2019 et celui de 2020).

10 335 personnes sont en recherche active d'un emploi (catégories ABC). 5 572 d'entre eux sont sans emploi (catégorie A).

Les données sur le marché du travail du deuxième trimestre 2020 sont impactées par la crise sanitaire de la Covid-19. Les chiffres de la demande d'emploi arrêtés au 30 juin 2020 reflètent le blocage de l'activité économique du marché du travail en raison du confinement.

La demande d'emploi des catégories A a augmenté, au 30 juin 2020, de 20,5 % par rapport à l'année précédente (22,9 % pour le Maine-et-Loire, 26,1 % pour la région des Pays de la Loire, 17,9 % pour la France métropolitaine), en raison du confinement jusqu'au 11 mai 2020.

En particulier, les personnes employées en contrat d'intérim ou en CDD ont perdu leur emploi et ont été massivement inscrits en catégorie A. Ce phénomène explique aussi la baisse observée en catégories B et C, qui regroupe des demandeurs d'emploi d'ordinaire partiellement occupés, ce qui n'a pu être le cas.

En termes d'offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi, les employeurs ont proposé près de 4 100 offres d'emploi (en cumul sur un an, situation au 30 juin 2020). L'offre d'emploi durable pèse près de 47%.

2. Les finances locales sous le signe de la crise et des incertitudes

2.1. Les mesures de soutien aux collectivités proposées dans la loi de finances rectificative n°3

Promulguée cet été, la troisième loi de finances rectificative a mis en place une **« clause de sauvegarde »** pour les communes et les intercommunalités qui sont confrontées cette année à une réduction significative de leurs recettes fiscales et domaniales.

Le dispositif agissant de façon globale, les pertes de recettes (taxe de séjour, versement mobilité, produit des services) sont finalement compensées par la progression des impôts locaux et nous prive de cette compensation.

La loi de finances rectificative vient majorer la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)** à destination des collectivités du bloc communal à hauteur d'un **milliard d'euros supplémentaire**. Il s'agit d'aider les collectivités à s'engager dans des projets locaux. Dans la pratique, l'enveloppe supplémentaire de DSIL est destinée à soutenir des projets autour de la résilience sanitaire, de la transition écologique et de la rénovation du patrimoine public. Sur les cinq dossiers déposés pour un montant global de travaux de 1 830 741 € aucun n'a été retenu.

Par dérogation au I de l'article 1639 A bis du code général des impôts, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent instituer un **dégrèvement des deux tiers du montant de la cotisation foncière des entreprises au titre de 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire.**

C'est ainsi, qu'au conseil du 30 juillet 2020, une délibération a instauré ce dégrèvement qui fait état d'un impact confirmé par les services des finances publiques sur les recettes fiscales de l'ordre de 210 000 € compensée à hauteur de 50 % par l'Etat, soit un coût net de la mesure chiffré à **105 000 € pour la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire**.

Également, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé le **report du recouvrement des versements des taxes de séjour perçues au titre des 3 premiers trimestres de l'année 2020**. Par exemple, le recouvrement de la taxe de séjour due au titre du 3ème trimestre 2020 est reporté au plus tard au 15 novembre 2020 (au lieu du 20 octobre). Il n'a pas été décidé d'exonérer totalement les redevables au titre de la taxe de séjour comme le prévoyait la loi.

Par ailleurs, la **Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire participe au fonds territorial d'aide aux petites entreprises en difficulté à hauteur de 200 000€ en avance remboursable.**

2.2. Projet de loi de finances pour 2021, sous le signe de la relance économique

Il n'est **pas prévu de reconduction en 2021 de la « clause de sauvegarde »** en faveur du bloc communal. Au total, le Projet de Loi de Finances (PLF) 2021 ne met en place aucun nouveau dispositif d'aide.

Malgré la crise qui touche les finances publiques, l'État accordera en 2021 le **même montant de dotation globale de fonctionnement (DGF)** que cette année, conformément aux engagements pris par l'exécutif en début de mandat. À l'intérieur de l'enveloppe, la **dotation de solidarité urbaine (DSU) et la dotation de solidarité rurale (DSR) doivent augmenter chacune de 90 millions d'euros**, exactement comme en 2020.

Pour financer la croissance de certaines dotations, quelques autres dotations ciblées vont être amputées à hauteur de 50 millions d'euros (un montant faible au regard de ces dernières années). Les départements et les régions vont faire les frais de ce rabotage des "variables d'ajustement", chacun de ces niveaux de collectivités devant renoncer à 25 millions d'euros.

S'agissant des **dotations destinées à l'investissement local**, le gouvernement joue là aussi la carte de la **stabilité en 2021**. 150 millions d'euros sont inscrits pour le financement de la dotation politique de la ville (DPV). Quant à la **dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)**, elles doivent s'élever respectivement à **1,046 milliard et 570 millions d'euros** l'an prochain. Pour rappel, la DSIL a été abondée d'1 milliard d'euros en 2020. Cette mesure de la loi de finances rectificative du 30 juillet est déjà mise en œuvre : le gouvernement aurait déjà débloqué 400 millions d'euros de crédits de paiement.

Le PLF est l'occasion pour l'exécutif de tirer les conséquences de la réforme de la fiscalité locale qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain. Un article particulièrement technique du projet de loi introduira un dispositif de "neutralisation" des effets de la réforme sur les indicateurs financiers servant à la répartition des dotations et fonds de péréquation. L'impact de la suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par de nouvelles ressources ne se fera sentir qu'en 2022. Officiellement, le gouvernement veut se donner la possibilité de réaliser des ajustements dans le PLF 2022.

Pour alléger la fiscalité foncière sur les entreprises industrielles et améliorer la compétitivité des entreprises françaises et l'attractivité du territoire en affectant favorablement les décisions d'implantation, le PLF 2021 prévoit de diviser par deux les taux s'appliquant au prix de revient, soit une réduction de moitié des cotisations d'impôts fonciers. Ainsi, l'allègement d'impôt s'élève à **1,75 milliards d'euros pour la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) payée par le secteur industriel et 1,54 milliards d'euros pour la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).**

Il est prévu de **compenser intégralement les collectivités locales de la perte de ressource par l'institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État qui inclura la dynamique des bases.** La compensation versée aux collectivités sera égale au produit obtenu en multipliant, chaque année, la perte de bases résultant de la mesure par le taux de TFPB et de CFE appliqué en 2020. **Cette mesure sera mise en œuvre dès 2021 et de manière pérenne.**

Selon le gouvernement, cette mesure concerne 32 000 entreprises pour 86 000 établissements.

Est également prévue la **suppression de la part régionale de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) à hauteur de 7,5 milliards d'euros qui sera remplacée par une fraction de TVA égale au montant de CVAE perçue par les régions en 2020.** Cela impliquera une adaptation du produit de la CVAE entre les collectivités bénéficiaires, le volume total diminuant. Ainsi, la fraction des collectivités du « bloc local » passera de 26,5 % à 53 % et celle des départements de 23,5 % à 47 %.

En parallèle, la CET (qui regroupe la CVAE et la CFE) verra également son taux de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée, abaissé de 3 à 2 % « afin d'éviter que tout ou partie du gain pour les entreprises de la baisse de la CVAE et des impôts fonciers ne soit neutralisé par le plafonnement », selon l'exposé des motifs du PLF 2021.

Cette baisse des impôts de production constitue la principale mesure fiscale de ce projet de budget, qui poursuit par ailleurs la suppression progressive de la taxe d'habitation. La réduction de l'impôt sur les sociétés est aussi maintenue. On ne trouve aucune hausse d'impôt dans ce PLF 2021.

3. La situation financière de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

3.1. Les perspectives financières 2021-2026

La préparation du budget de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est certes un exercice technique, mais surtout doit être la traduction budgétaire fidèle des orientations politiques de l'exécutif nouvellement élu. C'est là que doivent se lire, pour l'année 2021 et les suivantes, les trois priorités du nouveau mandat : l'économie, qui doit impérativement mobiliser nos moyens et notre énergie ; le service au public, afin de créer ou renforcer partout sur le territoire nos conditions d'attractivité ; l'écologie, qui continue d'offrir des opportunités en matière de qualité de vie, d'emploi et d'innovation.

Dans ce contexte, il est nécessaire d'élaborer un budget global de fonctionnement qui, cette année encore, exigera la solidarité de l'ensemble des acteurs et au sein duquel chacun devra contribuer à la diminution progressive des charges de fonctionnement. Cette diminution des charges de fonctionnement, au-delà de répondre à une exigence d'utilisation toujours plus optimisée des comptes publics et de meilleure organisation du service public, est l'une des clés pour permettre à la collectivité d'investir davantage et donc, in fine, de participer plus activement au développement du territoire.

3.2. La prospective financière (chaîne d'épargne)

Les orientations budgétaires de 2021 rendent ainsi indispensable la poursuite de l'effort de gestion raisonnée, solidaire et responsable, passant par la reconduction des objectifs financiers généraux que sont :

- Un Taux d'Epargne Brute ne descendant pas au-dessous de 9 % comme objectif de gestion (il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant)
- Une Capacité de Désendettement au maximum de 8 ans

Ainsi, suite à une lettre de cadrage envoyée le 18/08/2020 et dans le cadre des entretiens budgétaires établis fin septembre, la prospective est établie avec les évolutions suivantes :

Fonctionnement

Recettes de gestion :

➤ Produits des services et du domaine

CA 20 = BP20 - recettes piscines + recettes masques Etat

CA 21 à CA 26 : + 1% / an + produits des activités ENR à partir de 23

➤ Recettes fiscales

CA 20 = bases prévisionnelles 20 notifiées - dégrèvement CFE (105 000€), taxe de séjour : 300 000€, FPIC : + 50 000€ par rapport au CA 19

CA 21 = fiscalité ménages, CFE et IFR : + 1%, stabilité de la TASCOT, CVAE : -2%, taxe de séjour : 400 000€, TF des ZAE : + 20 000€, stabilité du FPIC

CA 22 = fiscalité ménages, CFE et IFR : + 1%, stabilité de la TASCOT et de la CVAE, taxe de séjour : 500 000€, TF des ZAE : + 20 000€, stabilité du FPIC

CA 23 = fiscalité ménages, CFE et IFR : + 1%, stabilité de la TASCOT et de la CVAE, taxe de séjour : 600 000€, TF des ZAE : + 20 000€, stabilité du FPIC, instauration de la taxe GEMAPI pour 1M d'€

CA 24 à CA 26 = fiscalité ménages, CFE et IFR : + 1%, stabilité de la TASCOT, de la CVAE, de la taxe de séjour, du FPIC et de la taxe GEMAPI, TF des ZAE : + 20 000€

➤ Dotations de l'Etat

CA 20 = bases notifiées 20

CA 21 à CA 26 : - 0,5 de dot. d'interco et -1,5% de dot. de compensation en 21 puis stabilité jusqu'en 2026

Dépenses de gestion :

➤ Charges à caractère général

CA 20 = 95 % du BP 20 avec + 400 000€ par rapport au CA 19 liés aux OPAH

CA 21 à CA 26 : -1,5% / an + 300 000€ de frais de fonctionnement piscine de Longué à partir de 23

➤ Charges de personnel

CA 20 = BP 20

CA 21 à CA 26 : + 1% / an

➤ Atténuations de produits

CA 20 à CA 26 : stabilité du FNGIR et des attributions de compensation

➤ Autres charges de gestion courante

CA 20 = BP 20 soit + 2M d'€ de subventions d'éq. budgets annexes dont 400 000€ pertes VM par rapport au CA 19

CA 21 à CA 26 : Subventions d'équilibre des budgets annexes à 2,1M d'€ + subventions versées et contributions : + 0% / an

Soldes financiers, exceptionnels et provisions :

CA 20 = BP 20 soit + 1,2M d'€ remboursement assurance (sinistre Dôme) + 967 000€ reprise sur provisions par rapport au CA 19

CA 21 : 400 000€ remboursement assurance (sinistre centre aquatique Doué)

CA 22 à CA 26 : 150 000€ remboursement assurance

Investissement

Dépenses et recettes d'investissement :

- Référence programmation pluriannuelle des investissements jointe, en annexe, au présent document.

Dette

Dette nouvelle à contracter sur la période 2021-2026 : environ 23,5 M€.

	CA 2019 en €	CA 2020 en €	CA 2021 en €	CA 2022 en €	CA 2023 en €	CA 2024 en €	CA 2025 en €	CA 2026 en €
Recettes de gestion	41 539 932	41 339 371	41 641 898	42 017 180	43 427 308	43 557 651	43 811 198	44 066 944
dont impôts et taxes (R73)	27 366 326	27 505 267	27 833 683	28 153 796	29 475 911	29 520 256	29 717 242	29 916 163
Dépenses de gestion	34 173 260	37 678 450	37 328 572	37 303 358	37 581 264	37 557 184	37 535 965	37 517 588
dont dépenses de personnel (D012)	9 392 284	9 600 004	9 800 001	9 898 001	9 996 981	10 096 951	10 197 921	10 299 900
Épargne de gestion	7 366 672	3 660 921	4 313 326	4 713 822	5 846 044	6 000 467	6 275 233	6 549 356
Intérêts de la dette existante	654 437	610 000	560 000	484 000	410 000	340 000	270 000	200 000
Intérêts de la dette nouvelle	0	0	0	0	61 640	100 158	119 031	121 380
Soldes financiers, except. & provisions	- 778 869	2 145 497	378 497	128 497	128 497	128 497	128 497	128 497
Épargne brute (CAF)	5 933 366	5 196 418	4 131 823	4 358 319	5 502 901	5 688 806	6 014 699	6 356 473
Amortissement capital dette existante	2 063 541	2 052 000	2 040 000	2 057 000	1 930 000	1 947 000	1 934 000	1 566 000
Amortissement capital dette nouvelle	0	0	0	0	484 997	813 879	1 005 684	1 077 673
Taux d'épargne brute	14,28 %	12,57 %	9,92 %	10,37 %	12,67 %	13,06 %	13,73 %	14,42 %
Épargne nette (CAF Nette)	3 869 825	3 144 418	2 091 823	2 301 319	3 087 904	2 927 927	3 075 015	3 712 800
Dépenses d'investissement (hors D16)	9 397 792	10 000 000	15 380 000	17 960 000	15 450 000	10 830 000	7 470 000	6 720 000
Recettes d'investissement (hors R16)	1 774 124	5 660 481	5 930 411	5 305 416	5 457 327	3 942 664	2 997 923	1 954 000
Besoin financement de l'investissement	7 623 668	4 339 519	9 449 589	12 654 584	9 992 673	6 887 336	4 472 077	4 766 000
Emprunt	14 232	0	0	10 273 261	6 904 769	3 959 409	1 397 062	1 053 200
Encours de dette au 31/12	18 247 473	16 195 473	14 155 473	22 371 734	26 861 506	28 060 036	26 517 414	24 926 941
Dette / Épargne brute	3	3	3	5	5	5	4	4

A l'issue de la période faisant l'objet de cette prospective (2026), la dette s'établirait à 249€/habitant.

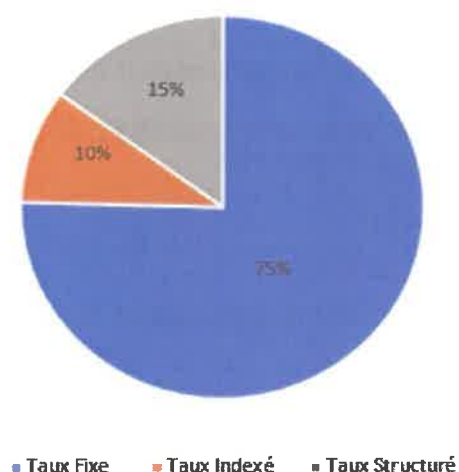
4. La dette

L'encours de la dette du budget principal au 01/01/2021 s'établit à 16 209 536 €, soit à 154€ par habitant. La moyenne nationale pour un EPCI de même strate démographique se situant à 303 € par habitant.

Par ailleurs, le stock de dette doit s'analyser au regard de la capacité que démontre la Communauté d'Agglomération à le rembourser grâce à son épargne : le délai de désendettement. Le rapport entre le niveau de dette et le niveau d'épargne est de 3 années en 2021. Ce ratio est donc inférieur au seuil de vigilance (7 ans), au seuil d'alerte (10 ans) ou au seuil indépassable (15 ans).

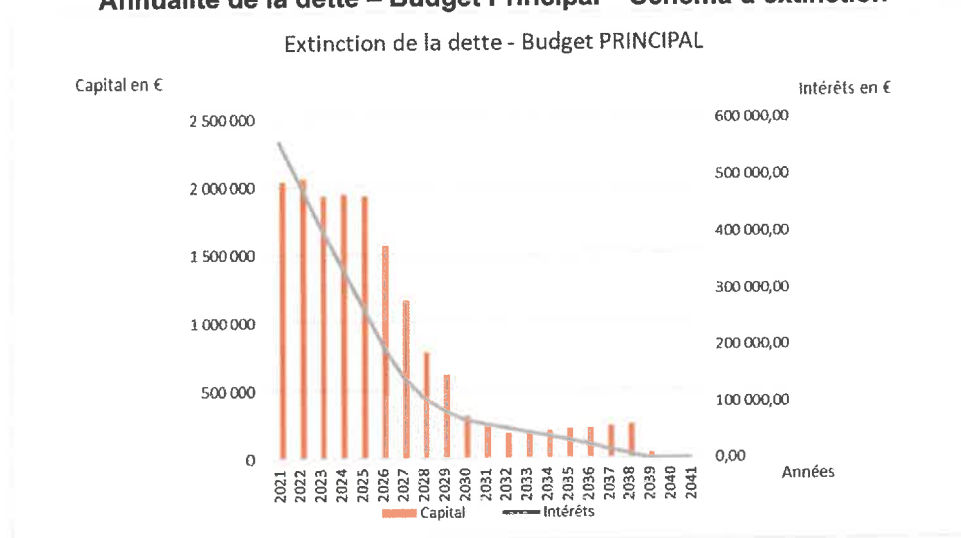
La dette du budget principal, entièrement contractée en devise euro, est composée à 75% d'emprunts à taux fixe (12 230 868 €), 10% d'emprunts à taux indexés (1 562 000 €), et 15% d'emprunts à taux structurés (2 416 666 €).

Structure de la dette 2021
BUDGET PRINCIPAL



Parmi les emprunts dits « structurés », il est à noter que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dispose dans son stock de dette d'un emprunt « revolving » contracté en décembre 2005 auprès de la BFT (repris par le CACIB en 2012) pour un montant de 5 750 000€ jusqu'en 2026. Le capital restant dû au 1er janvier 2021 sur le budget principal est de 2 150 000€. Cet emprunt est maîtrisé, et est suivi de manière active pour étudier les conditions d'une sortie éventuelle.

Annualité de la dette – Budget Principal – Schéma d'extinction



La dette s'éteint réellement en 2052 et non en 2040 comme retracé dans le graphique mais de 2040 à 2052, il s'agit de la comptabilisation d'un bail à construction de 4517€/an.

5. Les orientations budgétaires pour 2021

Avec les éléments de contexte énoncés, il s'agit d'élaborer un budget qui fasse la meilleure évaluation possible des charges et des recettes de la collectivité.

Le budget primitif 2021 qui sera soumis au vote du Conseil Communautaire concrétisera les axes suivants :

5.1. L'économie

Le développement économique est et doit être une priorité. C'est bien lui qui doit permettre la création d'emplois et la production de richesses, elles-mêmes conditions nécessaires d'un développement social et culturel plus juste, plus équitable et plus harmonieux. De ce point de vue, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de mettre en place un plan stratégique capable de développer, d'accompagner et de soutenir l'ensemble des filières économiques présentes sur le territoire : l'industrie, le commerce, l'artisanat et le tertiaire, le tourisme et le patrimoine, l'agriculture et la ruralité (et notamment la filière bois et la filière cheval), filières auxquelles s'ajoute nécessairement une politique forte en matière d'emploi, de formation et d'insertion. En soutenant toutes ces filières, c'est bien la totalité du territoire qui est visé, dans sa globalité autant que dans la richesse de ses attributs particuliers et localisés.

À ce titre, il est à noter qu'étant donné les caractéristiques statistiques, le dynamisme économique et le regain d'attractivité ont permis à notre Communauté d'Agglomération, après dépôt de son dossier auprès de l'État, et de la Région des Pays de la Loire, d'être reconnue comme Territoire d'Industrie. Notamment pour le commerce, l'artisanat et la valorisation du patrimoine, elle avait déjà été labellisée « Action Cœur de Ville » avec la Ville de Saumur ; elle est également candidate au label « Économie circulaire » de la Région Pays-de-la-Loire et de l'ADEME. Ces labels démontrent la multiplicité des atouts du territoire autant que la réactivité de notre collectivité à intervenir activement sur de nombreux sujets économiques et à obtenir des aides.

A) Le développement économique

Aussi, l'objectif est de nous donner des moyens à la hauteur de nos ambitions en matière de développement économique :

En investissant dans le foncier et l'immobilier pour répondre au dynamisme local avec :

- ~~Lancement de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)~~ pour finaliser les acquisitions foncières. Lancement d'une première tranche de travaux pour ouvrir à l'urbanisation sur 4,5 ha concernant l'extension de la ZA du Champ Blanchard à Distré,
- Finalisation des phases pré_opérationnelles concernant la réalisation de la ZA Ecoparc Sud à Saumur et préparation du lancement des travaux pour l'ouverture à l'urbanisation d'une première phase de 6ha.
- Conclusion d'un contrat de maîtrise d'œuvre avec la SNCF dans la perspective de la réalisation du barreau routier destinée à relier les entreprises situées hors ZI de Chacé et de Saint Cyr au CD 93 afin de faciliter le trafic routier et éviter le passage de ce dernier dans les lotissements de la commune de Chacé
- Engagement d'un travail de reconquête des friches industrielles principalement sur les ZAE de Saumur Val de Loire
- Investissement significatif en matière de construction d'ateliers et d'usines relais afin de répondre à la demande des entreprises et disposer sur l'ensemble des zones pôles de la CASVL de disponibilités immobilières. Cette politique sera développée en privilégiant des bâtiments responsables qui seront équipés en panneaux photovoltaïques. A noter également, la réception des travaux des 4 ateliers et des 2 usines lancées en 2020.
- Prorogation des arrêtés ministériel et préfectoral de la ZI de Méron avec définition du plan d'actions à mener et du calendrier afférent afin de préparer le renouvellement des arrêtés pour 2023

➤ En poursuivant la collaboration avec la Région des Pays de la Loire , compétente en matière de développement économique notamment pour l'élaboration du contrat Territoire d'Industrie de la Communauté d'Agglomération.

➤ En poursuivant le travail collaboratif de prospection et d'innovation avec Angers Technopôle.

➤ En se portant relais auprès des entreprises du territoire de Saumur Val de Loire des plans de relance portés par l'État et la Région des Pays de la Loire visant à soutenir l'économie locale.

➤ En inscrivant une nouvelle enveloppe de 300 000 € d'aides au profit du tissu économique Saumurois afin de favoriser l'investissement productif, la recherche et le développement.

➤ En poursuivant le déploiement de l'action Ecologie Industrielle Territoriale sur de nouvelles zones d'activités et auprès des entreprises.

➤ En concourant au déploiement industriel du projet Deep Data.

➤ En mettant en œuvre le dispositif FISAC afin de soutenir le développement de l'artisanat et du commerce des centres ville et des centres bourgs de la CASVL. L'objectif est d'accompagner une vingtaine de projets de développement d'entreprises.

➤ En soutenant le dispositif d'aide en faveur de la création et de la transmission d'entreprises Initiative Anjou par un nouvel abondement au fonds de prêt à hauteur de 25 000 €.

➤ En soutenant le secteur de l'artisanat dans une logique de proximité et de développement d'une offre immobilière adaptée.

➤ En engageant une étude de faisabilité pour la création d'une cour artisanale au sein du quartier prioritaire de Saumur.

➤ En réfléchissant à développer et/ou soutenir un projet de market place.

➤ En créant une offre immobilière de bureaux permettant l'implantation de nouvelles activités tertiaires sur le territoire de Saumur Val de Loire.

➤ En soutenant les projets en faveur des énergies renouvelables et notamment de la méthanisation et de la valorisation du CO2.

➤ En soutenant la filière équine et les projets d'infrastructures dédiés à travers la création du GIP Equestre.

➤ En poursuivant le programme d'actions et d'animations en lien avec la Chambre d'Agriculture destiné à favoriser l'installation transmission d'exploitations agricoles et de l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial.

➤ En engageant une démarche visant à créer sur le territoire de Saumur Val de Loire une cuisine centrale dans une logique de circuits courts du « Champ à l'Assiette ».

En soutenant et développant l'économie touristique avec l'appui de la Société Publique Locale Saumur Val de Loire afin de renforcer et développer l'attractivité de la destination Saumur Val de Loire.

- En écrivant le nouveau format d'Anjou Vélo Vintage dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la Ville de Saumur et la SPL Saumur Val de Loire Tourisme.
- En amorçant le démarrage opérationnel du projet Loire à Vélo troglo en recrutant le maître d'œuvre.
- En développant de nouvelles liaisons cyclables visant à valoriser le patrimoine du territoire Saumur Val de Loire et se raccrochant aux véloroutes nationales telles que la Loire à Vélo ou la Vélofrancette.

B) La formation, l'emploi et l'insertion

Le développement économique doit impérativement s'accompagner d'une politique forte en matière de formation, d'insertion et d'emploi : si la baisse du taux de chômage doit être un objectif permanent, elle doit faire l'objet d'actions spécifiques en matière de rencontre de l'offre et de la demande, de retour à l'emploi ou encore de mobilités.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire soutiendra le déploiement de relais pour l'emploi sur l'ensemble des pôles de Saumur Val de Loire afin d'apporter un service d'information, de conseil et d'orientation pour l'emploi et la formation auprès de publics qui en sont éloignés.

L'action de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en faveur de l'insertion avec le soutien à la mission locale ainsi qu'aux chantiers d'insertion du Saumurois sera reconduite. La Communauté d'Agglomération compte également renforcer son action en faveur des clauses sociales dans les marchés publics et multiplier ainsi les chances de sortie positive des bénéficiaires par des actions ciblées.

L'expérimentation CLEFOP pour laquelle Saumur Val de Loire est territoire expérimental se poursuivra.

Par ailleurs, l'année 2021 sera consacrée à la préparation et l'entrée de l'ensemble des entités de formation au sein du Pôle de Formation du Saumurois pour lequel la Communauté d'Agglomération va assurer le rôle de gestionnaire exploitant.

C) Le numérique : le Très Haut Débit pour tous

Le déploiement de la fibre optique, projet départemental, a été confié à l'opérateur de télécommunications Anjou Fibre, filiale de TDF, dans le cadre d'une délégation de service public.

Le syndicat Anjou Numérique, dont Saumur Val de Loire est adhérent, assure la maîtrise d'ouvrage du déploiement sur le territoire communautaire hors la ville de Saumur. En effet, le déploiement de la fibre optique est assurée par l'opérateur Orange sur cette dernière.

La Communauté d'Agglomération participe à la coordination du déploiement en tant que membre du syndicat Anjou Numérique, mais ne participe pas financièrement à ce projet.

5.2. L'écologie

L'écologie constitue la seconde priorité de ce mandat. Elle doit être partout et tout le même : être une exigence de chaque instant. Essentielle en matière d'eau et d'assainissement, de déchets, de prévention des risques, de préservation des milieux naturels et aquatiques, elle l'est aussi en matière d'économie, d'agriculture, de mobilités, de solidarité ou d'aménagement. C'est parce qu'elle offre à notre territoire de nombreuses opportunités – créations d'emplois, innovations territoriales, possibilité d'en faire un marqueur fort, identitaire et distinctif de la Communauté d'agglomération en matière de qualité de vie, d'économie ou de tourisme – qu'elle doit faire l'objet non seulement d'un regard attentif mais aussi d'investissements et d'actions soutenus.

A) Environnement, Déchets et Transition énergétique

Service public de gestion des déchets

Dans un objectif de cohérence territoriale, la communauté d'agglomération poursuit son projet de reprise de la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », d'harmonisation des services et du mode de financement.

Le budget 2021 a été construit dans la continuité de l'équilibre budgétaire global du service et de la fiscalité aupa-
ravant, malgré les contraintes liées à l'augmentation de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)
et aux recettes de collecte sélective (incertitudes sur les soutiens des éco-organismes et recettes provenant de la
vente des matériaux). Ainsi, le produit de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est ajusté à 9,5 M€, contre
9,4 M€ en 2019. Ce montant a été défini en maintenant le taux moyen de la TEOM 2020 avec une majoration du
taux d'inflation national appliqué aux valeurs locatives. Dès 2021, les taux de la TEOM seront lissés pour aboutir à
un taux unique sur l'ensemble de la collectivité en 2025.

En 2021, l'harmonisation des services de collecte des ordures ménagères et des emballages sera poursuivie sur le
territoire, et notamment sur les secteurs de Saumur et Montreuil-Bellay. Le budget de fonctionnement intègre les
modifications de service à venir dans le cadre du contrat d'exploitation conclu avec la SPL Saumur Agglopropreté
(conteneurisation, communication, modifications des collectes), sans augmentation du forfait.

La Communauté d'Agglomération est associée au projet de construction d'un centre de tri mutualisé pour les col-
lectivités du Maine et Loire, situé à Saint Barthélemy d'Anjou. Cet outil industriel triera les premières tonnes d'em-
ballages recyclables dès la fin d'année 2021.

Elle poursuit et renforce son programme d'actions pour valoriser et réduire les déchets. Des opérations de commu-
nication sur le tri et la prévention sont conduites. Elle accompagne la collectivité dans l'élaboration et la mise en
œuvre du Programme Local de Prévention et du Plan d'action Économie circulaire. De nombreuses actions seront
ainsi menées auprès des différents publics (développement du compostage de proximité, de l'Écologie Industrielle
Territoriale...).

Le programme d'investissement lié à la rénovation et la mise aux normes des 3 déchèteries transférées des syndi-
cats sera poursuivi en 2021. Par ailleurs, des travaux sont prévus sur le centre d'environnement de Bellevue situé
à Saint Lambert des Levées. La voirie d'accès au centre de transfert, datant de 1994, va être rénovée. De plus,
constatant une affluence croissante sur le site, il est prévu d'installer un pont bascule en sortie de site pour fluidifier
et sécuriser la circulation. Enfin, une réflexion sera menée sur l'installation d'une zone d'exploitation des collectes
sur ce site.

Transition énergétique

Le plan d'actions du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) a été co-construit avec les acteurs du territoire. Il
concerne la rénovation énergétique, la mobilité bas carbone, l'alimentation durable, la production d'énergie renou-
velable, la sensibilisation du grand public, etc. Il a été arrêté par le Conseil Communautaire du 30 janvier 2020 et
instruit par les autorités environnementales qui ont émis un avis sur le plan d'actions. Ce plan d'actions et les avis
ont été mis en consultation du public de juillet à fin octobre. Le PCAET devra être validé dans sa version définitive
à la fin 2020.

L'année 2021 sera donc consacrée à la mise en œuvre du programme d'actions avec les partenaires techniques et
financiers en adéquation avec l'ingénierie et les moyens de chacun. Un travail de définition d'un plan de communi-
cation et d'accompagnement sera également lancé avec l'aide d'un prestataire retenu fin 2020.

La Communauté d'Agglomération et la Ville de Saumur se sont engagées conjointement dans une démarche de la-
bellisation Cit'ergie en 2019 afin de structurer et renforcer leur politique énergie-climat dans un processus d'amélio-
ration continue. L'ADEME accompagne financièrement et techniquement cette action. L'année 2021 sera consa-
crée à la consolidation de la mise en œuvre des actions et la déclinaison opérationnelle afin de déposer une de-
mande de labellisation en 2021 (objectif de labellisation Cap Cit'ergie ou Cit'ergie inscrit dans le Contrat d'Objectifs
avec l'Ademe).

La Communauté d'Agglomération a signé un Contrat d'Objectifs « Territoire énergie Climat » avec l'ADEME pour 3
ans. Ce contrat recense 11 actions concrètes qui contribuent à réduire les consommations d'énergie (suivi des bâti-
ments communautaires, optimisation du parc de véhicules, accompagnement des particuliers,...) et les émissions
de gaz à effet de serre (Ecologie industrielle, déplacements doux, bioGNV,...). L'année 2021 sera consacrée à la
poursuite des actions et leur évaluation.

L'année 2021 sera marquée par le renforcement du soutien aux actions de maîtrise de l'énergie et aux projets
d'énergies renouvelables spécifiquement liés aux panneaux photovoltaïques et à la méthanisation, voir dans l'ave-
nir à la captation du CO2 et au développement de la filière hydrogène. Elle participera au projet de construction
d'une conduite de raccordement gaz entre l'unité de Méthanisation située à Doué en Anjou, et le réseau de gaz à
Saumur. Ce projet est porté par la SAS Doué Métha constituée de 34 agriculteurs et le bioparc. La collectivité parti-
cipera à hauteur de 300 000 € (subvention et avance remboursable ou prise de part au capital).

En ce qui concerne les énergies renouvelables, le travail mené sur l'étude du potentiel du territoire et la définition
des orientations de développement se concrétisera avec la réalisation d'un schéma directeur des énergies renou-
velables, en collaboration avec le SIEM.

Des travaux de rénovation énergétique du patrimoine communautaire seront poursuivis, en particulier pour la maintenance des différentes piscines communautaires, la pépinière d'entreprise de Distré en lien avec le plan de relance initié par l'Etat (France Relance).

Un conseiller en énergie a été recruté en 2020 afin de mettre en place une comptabilité énergétique du patrimoine de l'agglomération et définir des actions de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, dans le cadre du renouvellement de son parc automobile avec l'acquisition de véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides et GNV) la collectivité devra réaliser un travail sur l'optimisation de son parc de véhicules (objectif inscrit dans le Contrat d'Objectifs avec l'Ademe).

B) La gestion des milieux aquatiques

La Communauté d'Agglomération a la compétence GEMAPI depuis le 1er janvier 2018.

Pour la compétence Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA), la situation sur les différents bassins hydrographiques est la suivante :

➤ Bassin versant de l'Authion : la Communauté d'Agglomération a transféré la compétence GEMA (items 1,2,8) et l'animation et la concertation (item 12) au SMBAA (Syndicat Mixte du bassin de l'Authion et de ses Affluents) dès le 1er janvier 2018. 11 représentants de l'agglomération siègent au conseil syndical. Le 10 septembre 2020, le SMBAA a signé un Contrat Territorial Eau 2020-2025 avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et la Région des Pays de la Loire pour reconquérir les milieux aquatiques, la qualité de la ressource en eau et le bon état quantitatif des eaux.

➤ Bassin versant Layon Aubance : la Communauté d'Agglomération a transféré la compétence GEMAPI (items 1,2,5 et 8) et l'animation et la concertation (item 12) au syndicat Layon Aubance Louets (SLAL) dès le 1er janvier 2018. Elle dispose de 3 représentants titulaires et 2 suppléants au comité syndical. Une étude de diagnostic des bassins versants de Saint-Aubin, de l'Avort et de la Fontaine d'Enfer a été lancée fin 2019. Les premiers résultats ont été présentés en septembre dernier.

➤ Bassin versant du Thouet : une étude sur la structuration de la compétence GEMAPI a été lancée par le syndicat mixte de la vallée du Thouet, visant à la mise en place d'un syndicat unique à l'échelle du bassin. Le bassin versant du Thouet concerne 9 EPCI, 5 syndicats et s'étend sur 3 départements et 2 régions. Les projets de statuts ont été rédigés. La création du syndicat est envisagée courant 2021.

En ce qui concerne le Thouet, le Contrat Territorial Milieux Aquatiques Thouet 2017-2021 (CTMA2) se poursuit. Des missions de maîtrise d'œuvre ont été lancées pour :

- la restauration morphologique du Thouet sur le bief de Vieux Moulin.
- l'aménagement de 4 barrages sur le Thouet (Moulin Couché, La Motte, Saumoussay et Saint-Hilaire-Saint-Florent).

Le futur syndicat reprendra les missions de gestion du domaine public fluvial et le portage des travaux liés au CTMA. En attendant, la gestion courante du Domaine Public Fluvial (DPF) du Thouet et l'entretien du patrimoine seront poursuivis.

Concernant la restauration des boires et des bras secondaires de la Loire, les dossiers réglementaires sont en cours d'élaboration et les travaux seront réalisés en 2021.

La valorisation des prairies inondables dans le lit endigué de la Loire se poursuit en collaboration avec la Chambre d'Agriculture. L'enquête publique va démarrer prochainement. En début d'année 2021, la décision du Préfet sera rendue sur la création de l'Association Foncière Pastorale (AFP). La phase opérationnelle pourra alors débuter.

Le territoire Saumur Val de Loire a été reconnu « Territoire engagé pour la Nature » (TEN) par la Région des Pays de la Loire le 10 septembre 2020. Cette labellisation reconnaît l'investissement des acteurs du territoire dans des actions de préservation et de valorisation de la biodiversité. A cet effet, la Communauté d'Agglomération a déposé un dossier de demande de financement concernant 8 opérations pilotées par l'agglomération, le PNR ou certaines communes. Un animateur TEN va être recruté pour animer ce programme sur une durée de 3 ans. Le poste est financé à hauteur de 80 %. Les 20 % restants seront pris en charge à part égale par le PNR et la CASVL.

Les inventaires des zones humides seront poursuivis en 2021, en cohérence avec les méthodologies des SAGE concernés. Ainsi, les zones humides de 8 communes du bassin de l'Authion ont déjà commencé en 2020 et 24 communes du bassin du Thouet font l'objet du même type d'étude sur 2020-2021. En 2021, un inventaire est programmé sur 5 communes du bassin Layon Aubance Louets.

C) La prévention des risques naturels et technologiques

Le risque inondation

En 2021, la Communauté d'Agglomération continuera d'accompagner les communes pour répondre à leurs obligations réglementaires en matière d'information et de gestion de crise. Dans cet objectif, la collectivité proposera une uniformisation des Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) comme elle l'a fait pour les Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (DICRIM). Par ailleurs, elle lancera la réalisation d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde intégrant à la fois un Plan de Continuité d'Activités (PCA) et les PCS.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a la compétence GEMAPI depuis le 1er janvier 2018. Au titre de la compétence PI qui lui a été transférée, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a conventionné jusqu'au 31 décembre 2020 avec l'Établissement Public Loire (EPL) pour la gestion des digues non domaniales (digues de Saumur). Une prolongation de cette convention est envisagée afin de poursuivre les actions entreprises.

De même, en lien avec les différents EPCI du Val d'Authion, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a conventionné avec l'Etat afin que ce dernier gère de façon transitoire le système d'endiguement du Val d'Authion (appelée communément « levée de l'Authion »), jusqu'en janvier 2024. A partir du 28 janvier 2024, la Communauté d'agglomération devra gérer elle-même la digue qui la concerne. La convention de gestion avec l'Etat jusqu'au 28 janvier 2024 ne prend pas en compte la voie ferrée entre Saumur et Saint Martin de la Place qui fera l'objet d'une convention spécifique avec SNCF Réseaux.

Enfin, la participation de la Communauté d'Agglomération au programme global de fiabilisation des levées de Loire du Val d'Authion, pour un montant estimé à 13,8 millions d'euros, se poursuivra jusqu'au terme du Plan Loire Grandeur Nature IV (PLGN IV) en 2020. La première tranche des travaux de confortement est programmée fin 2020 à Varennes sur Loire.

L'État (80% soit 4,8 millions avec les fonds Barnier) et la Région (828 000 € FEDER FSE) participent financièrement à la première tranche de travaux d'environ 6 millions d'euros. Les EPCI prennent en charge le reliquat, la Communauté de Communes de Baugeois Vallée (15,3 %), la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole (26,1 %) et enfin la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (58,6 %) soit 217 973 €.

Le risque cavité

En 2021, la Communauté d'Agglomération continuera d'accompagner les communes, les services techniques et les particuliers confrontés à une problématique de cavités. Une réflexion devra être menée afin de structurer l'intervention sur le territoire, répondre aux besoins des communes et mobiliser des financements pour l'animation et le développement de la connaissance relative aux cavités par l'intermédiaire d'un travail de recensement. Cela pourra ainsi aboutir à la définition d'un Programme d'Action de Prévention des Risques liés aux Cavités (PAPRICA).

D) Eau et assainissement

La communauté d'agglomération poursuit son programme d'investissement pour l'extension et la modernisation des réseaux d'eaux potables et eaux usées sur l'ensemble du territoire. Les priorités d'investissements sont déterminées sur la base d'une analyse multicritères de manière à être en cohérence avec les contraintes budgétaires imposées.

Les investissements prioritaires portent sur :

- la sécurisation des sites de production d'eau potable ;
- le développement des interconnexions pour la sécurisation de l'alimentation en eau des populations ;
- l'actualisation des études de schéma directeurs en adduction eau potable et assainissement ;
- les travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable visant à améliorer les rendements des réseaux d'adduction eau potable ;
- le traitement des problèmes liés aux risques sanitaires et non conformités réglementaires ;
- l'amélioration de la productivité des services des régies et l'amélioration du service rendu aux usagers ;
- le développement de nouvelles technologies (systèmes intelligents) ;
- les mesures de protection de la ressources en eau potable autour des champs captants.

Le service eau et assainissement intervient sur l'intégralité du territoire de la Communauté d'Agglomération depuis le 01 janvier 2020 suite à la dissolution des ex syndicats d'eau potable et au transfert des compétences eau potable ou eau usée des ex régies communales.

L'agglo va engager dès 2021 le lancement d'une série de plusieurs schémas directeurs d'eau potable (Nord Authion pour la première année) et d'assainissement (secteur du gennois) afin d'avoir une couverture complète du territoire d'ici la fin du mandat.

La Communauté d'Agglomération disposera à partir du 01 janvier 2021 d'un nouveau contrat de délégation de Service public sur le secteur Sud de la Communauté d'Agglomération pour une durée de 10 ans (contrat de concession unique pour l'eau et l'assainissement collectif).

Ce contrat de Délégation de Service Public à Paiement Public (DS3P) introduit une rémunération du délégataire avec une part fixe et une part variable en fonction de l'atteinte de plusieurs objectifs de performance basés sur les domaines suivants : développement durable, exploitation des réseaux et service aux usagers. Les parts variables sont définies annuellement avec un maxi de 400 k€/an pour l' eau potable et un maxi de 300 k€ / an pour l'eau usées.

De plus, sur la base d'un programme défini par la collectivité, des investissements importants seront pris en charge par le délégataire à hauteur de 1,5 M€/an (renouvellement réseaux, modernisation équipements...). Le début du déploiement généralisé de la télé relève des compteurs d'eau potable fait partie des investissements majeurs également portés par le délégataire.

Une organisation interne sera structurée pour contrôler et suivre les dispositions contractuelles de cette nouvelle concession.

En complémentarité, une régie à autonomie financière mutualisée eau et assainissement sera créée sur le secteur Nord de l'agglomération (13 communes) et opérationnelle dès le 01 janvier 2021. Cette nouvelle structure sera composée de 25 agents techniques et administratifs.

Le prix de l'eau et assainissement sera défini par la collectivité. De plus, un travail de lissage des prix sera opéré dès 2021 afin de converger dès 2026 vers un prix unique sur tout le territoire (secteur DSP et régie).

La compétence "assainissement des eaux pluviales urbaines" est une compétence obligatoire depuis le 1er janvier 2020. Il a été convenu que cette compétence soit exercée par les communes en 2020 (établissement d'une convention de mandat), il est proposé de renouveler ces conventions pour au moins trois ans, temps nécessaire à la réflexion sur les modalités de mise en œuvre de cette compétence.

Enfin, le SPANC bénéficie depuis juillet 2020 d'une nouvelle application métier qui devrait lui permettre de gagner en productivité. Les contrôles sur les installations neuves (conception et exécution) et existantes lors des ventes sont réalisés par les 3 techniciens du SPANC en régie. De plus, un prestataire sera retenu début 2021 pour la réalisation des contrôles périodiques de bon fonctionnement des installations existantes.

E) La mobilité

Pour favoriser les déplacements durables sur l'ensemble du territoire, l'Agglomération accompagnée par la SPL Saumur Agglobus, continuera à mener les travaux engagés en 2020 :

- la poursuite de sa politique cyclable en 2021 accompagnée d'un cabinet d'études pour l'élaboration du schéma directeur cyclable à l'échelle des 45 communes décidé en 2019. Ce dernier devrait être approuvé au 1er semestre 2021 et donné lieu à la définition d'un réseau d'itinéraires cyclables d'intérêt communautaire sécurisés sur l'ensemble du territoire ;
- la poursuite de la réflexion engagée pour l'élaboration d'un Plan global de déplacements (création d'un comité des partenaires, réflexion sur la billetterie et sur la desserte en transport collectif de la ville de Saumur,...)
- la communication multi-canal pour promouvoir les mobilités sur le territoire.

Depuis la rentrée de septembre 2020, l'Agglomération gère financièrement les marchés transférés de la Région Pays de la Loire.

En effet, la fusion en 2017 de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, de la Communauté de Communes Loire Longué et la Communauté de Communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Denezé-sous-Doué et Louresse-Rochemenier, a étendu le périmètre d'intervention de l'Agglomération et a donné lieu à l'établissement, après une période de négociation, à une convention de transfert de compétences entre la Région Pays de la Loire et l'Agglomération Saumur Val de Loire signée le 2 juillet 2020.

Pour 2021, ce transfert de compétence effectif pour une 1ère année pleine, se matérialise par une inscription budgétaire actualisée.

5.3. Les services au public

Le service au public constitue la troisième priorité de ce mandat, avec notamment tout ce qui a trait à la famille. Cette priorité intervient en complément indispensable au développement des secteurs de notre économie : il s'agit là de créer ou de renforcer partout sur l'agglomération toutes les conditions d'attractivité susceptibles d'améliorer le quotidien de nos populations et d'en attirer de nouvelles qui, à leur tour, feront vivre notre territoire. De ce point de vue, on sait que la vitalité du secteur privé dépend beaucoup de la vitalité du secteur public et de la présence et de la qualité des services au public sur notre territoire, en zone urbaine comme en zone rurale. Là encore, la logique d'un niveau d'investissement public le plus élevé et le plus ambitieux possible doit venir faire levier pour attirer l'investissement privé. C'est pourquoi il nous faut mener des politiques particulièrement fortes en matière de sport et de culture notamment, mais également en matière d'habitat, de santé et de solidarités. C'est aussi l'aménagement de notre territoire, un aménagement équilibré, harmonieux et équitable, qui doit être recherché en tous points.

A) Les politiques sportives

Pour 2021, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire poursuit son souhait de proposer des équipements sportifs structurants et innovants en direction de tous les publics, qu'ils soient amateurs, professionnels, scolaires, en situation de handicap, etc... :

Le stade d'athlétisme Offard

Les travaux de réhabilitation du stade d'athlétisme Offard débuteront durant le dernier trimestre 2021 afin d'assurer la sécurité des sportifs et permettre le développement de l'athlétisme de performance sur notre territoire. Le montant des travaux est estimé à 3 919 300 € HT.

Le centre aquatique à Longué-Jumelles

En parallèle, les travaux pour la construction du nouveau centre aquatique situé à Longué-Jumelles débuteront également en 2021 pour un budget total des travaux fixé à 6 162 000 euros HT. Ce nouvel outil souscrira à l'équilibre des différents pôles aquatiques et permettra d'accueillir l'ensemble des activités physiques.

Cet équipement s'inscrit pleinement dans les objectifs éducatifs de la collectivité avec l'accueil de tous les élèves de la grande section au CE2 (cycle total de 40 séances) et doit permettre de valoriser le développement de la natation sportive par la mise à disposition gracieuse de la piscine au club local de natation.

Une attention particulière a été portée par les élus sur des principes écologiques et de maîtrise des charges de fonctionnement avec l'installation de plusieurs dispositifs innovants, notamment par la valorisation des calories situées dans les «eaux chaudes».

Le réseau des piscines

Les investissements réalisés sur l'ensemble du parc aquatique de la collectivité assureront prioritairement la sécurité des usagers et leur bien être. Les travaux permettront également de limiter les charges de fonctionnement des piscines.

A noter pour l'année 2021 et afin de répondre aux dernières normes d'hygiène et favoriser le confort de tous, les usagers pourront profiter de la réhabilitation de l'espace de déshabillage et des douches de la piscine du Val de Thouet.

Les Politiques Sportives

Enfin, la Communauté d'Agglomération poursuit son accompagnement financier pour les manifestations sportives de compétence intercommunale et le déploiement de sa politique « Sport-Santé ».

En partenariat avec le centre hospitalier de Saumur, des séances gratuites de sport « sur ordonnance » seront proposées aux patients atteints d'Affections Longues Durées (ALD) et encadrées par des éducateurs sportifs qualifiés. En parallèle, la Communauté d'agglomération poursuit l'accompagnement financier des associations sportives du territoire avec le support d'un appel à projet «Donne du sport à ton corps» favorisant la création de créneaux «sport-santé» sur l'ensemble du territoire.

B) La culture

Pour 2021, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire réaffirme un soutien fort à la culture sous toutes ses formes, en prenant en compte l'accessibilité des offres au plus grand nombre et l'entretien de ses équipements.

Le spectacle vivant et la médiation culturelle

La collectivité poursuit sur son territoire le déploiement d'une saison culturelle de grande qualité et tournée vers tous les publics, marquée par une politique tarifaire volontariste, des festivals, des dispositifs de médiation culturelle, couvrant l'ensemble des disciplines du spectacle vivant. Une baisse de 1,5 % a été appliquée sur cette ligne.

Avec une augmentation de 12 000 à 16 000 € sur la médiation culturelle, la collectivité affirme son ambition de rejoindre tous les publics par des dispositifs adaptés. En particulier, l'accueil des scolaires sur les spectacles, les expositions ou dans les médiathèques constitue un volet important du service. Les moyens alloués permettent la mise en place d'actions culturelles variées et la participation aux transports des classes.

Sur la ligne budgétaire « saison culturelle », une enveloppe spécifique de 27 000 € a été fléchée vers l'animation de la terrasse du Dôme, afin de faire vivre ce lieu inédit par l'accueil d'événements variés et d'un public plus large.

L'enseignement musical

Le recrutement d'un intervenant en milieu scolaire permet le développement d'actions au sein des écoles du 1er degré afin de créer un lien marqué entre l'Éducation Nationale et l'Ecole de Musique Saumur Val de Loire. L'année 2021 sera la première année pleine de cet intervenant. Le projet de cette année autour des Steelpans (« tambours

Par ailleurs les pôles de Gennes-Val-de-Loire et Vernioil-le-Fourrier poursuivent leur développement avec le dispositif « Orchestre à l'école » porté par l'intervenant musical et l'appui de deux professeurs de cuivres. Les cours de violoncelle ont débuté en septembre 2020 à Gennes-Val-de-Loire (au Centre de loisirs) et l'éveil trombone en octobre 2020.

Le soutien aux amateurs

La Communauté d'Agglomération souhaite apporter un soutien plus marqué aux artistes amateurs du territoire en leur apportant un accompagnement, en suscitant des confrontations entre les disciplines, en organisant un temps fort et la remise d'un prix.

La lecture publique

En 2021, la Communauté d'Agglomération continue la structuration du réseau des bibliothèques l'imagin'R (3 médiathèques communautaires et 31 bibliothèques municipales associées) avec l'informatisation de 4 nouvelles structures : Vernioil-le-Fourrier, Louerre, Saint-Clément-des-Levés et Saint-Georges-sur-Layon. Chacune de ces structures bénéficiera d'un soutien à l'acquisition de documents et du passage de la navette du réseau. En parallèle, le réseau l'imagin'R poursuit ses missions traditionnelles autour du développement de la lecture et de la mise à disposition de documents à des fins d'informations, de loisir, d'éducation et de culture. Une baisse du budget de 1,5 % a été appliquée sur le budget de fonctionnement du réseau.

Par ailleurs, compte tenu de la dégradation de l'état général du bâtiment de la Médiathèque de Saumur signalé à plusieurs reprises dans de nombreux audits/études ou au cours d'intervention de maintenance, des travaux de rénovation thermique (façade, isolation, chauffage, mise aux normes électriques, ...) seront engagés sur l'année 2021.

C) L'habitat et l'accueil des gens du voyage

Décliné à travers 6 orientations et 19 actions, le PLH 2020-2026 a été adopté le 11 juin 2020.

L'orientation visant à renforcer la gouvernance de la politique locale de l'habitat, se met en œuvre dès à présent avec la mise en place d'un observatoire de l'habitat. A l'appui de données précises et affinées à l'échelle communale, cet outil de sensibilisation des élus, permettra d'articuler les démarches communautaires et communales et définir des actions en phase avec la réalité des besoins.

Dès 2021, un séminaire sera proposé afin de permettre aux élus n'ayant pas participé à l'élaboration du PLH d'être acculturé pour la mise en œuvre des actions. Par ailleurs, le service communication sera sollicité pour accompagner le pôle habitat dans la définition de la stratégie de communication à mettre en œuvre qui se traduira entre autres par la création d'un label.

Conformément à l'ambition de ce PLH du pari de l'attractivité résidentielle pour tous, une étude multi cibles actifs aux besoins d'habitat spécifique sera lancée pour l'étude de réponses dans le parc vacant afin de contribuer à la reconquête de l'existant, axe fort du PLH. La vacance sera par ailleurs traitée dans le cadre du plan nationale de mobilisation de la vacance si la candidature de l'Agglomération est retenue et fera l'objet d'une communication spécifique auprès des communes.

Les aides aux propriétaires pour le réinvestissement du parc privé dégradé, de l'adaptation et l'amélioration énergétique se poursuivent. Par ailleurs, un dispositif départemental sera expérimenté sur 6 communes, qui consiste à promouvoir les aides à destination des propriétaires privé via le porte à porte entre particulier.

Les aides aux bailleurs pour le développement et la réhabilitation de l'offre publique et aux associations pour le financement des travaux se maintiennent. Ces acteurs seront rencontrés afin de présenter leurs projets et en fonction, le règlement des aides pourrait être modifié.

Afin d'inciter les projets d'habitat innovant à valeur patrimoniale forte (ex : troglodyte,...) ou de qualité particulière (matériaux bio-sourcés, ...) une réflexion sera portée sur l'organisation d'un appel à projet et sur les moyens à mobiliser pour soutenir les opérations.

En 2021, sur plusieurs communes, la Communauté d'agglomération rentrera en phase opérationnelle de son action de revitalisation urbaine qu'elle conduit dans le cadre de la démarche "Anjou Cœur de Ville" impulsée par le Département de Maine-et-Loire.

Après un troisième appel à manifestation d'intérêt lancé au printemps 2019, l'Agglomération soutient désormais directement les projets de revitalisation de 9 communes : Saumur, Montreuil-Bellay, Vivy, Fontevraud-L'Abbaye, Longué-Jumelles, Allonnes, Vernantes, Gennes-val-de-Loire et Bellevigne les Châteaux.

Après 2 ans d'études, les communes de Montreuil Bellay, Vivy et Fontevraud se sont engagées par convention à débiter une phase opérationnelle de 5 ans, démarrée en septembre 2020, pour un engagement financier de sub-

Le financement des travaux d'amélioration de l'habitat ouverts à 126 logements des secteurs de centre ville pour un montant total de 2 017 000 € pour lequel la CASVL s'engage à hauteur 163 000 euros de subventionnement pour les travaux auxquels s'ajoute la charge du suivi- animation pour un montant de 808 860€ sur la durée du programme.

Les études pré-opérationnelles débutées en 2019 sur les communes de Saumur, Allonnes et Longué Jumelles sont actuellement en cours de finalisation. Les signatures des conventions d'OPAH -RU (unique pour Saumur et multisites pour Allonnes et Longué-Jumelles) en cours d'écriture se matérialiseront dès 2021 par la mise en œuvre opérationnelle du suivi-animation pour 5 ans pour chacune d'elles.

Enfin, pour Vernantes, Gennes-val-de-Loire et Bellevigne les Châteaux, l'année 2021 sera marquée par le démarrage des études pré-opérationnelles « Anjou Cœur de Ville ».

Les travaux de mise en conformité avec les évolutions réglementaires successives (Lois Molle, Alur, Egalité et Citoyenneté, Elan ...) se poursuivront.

Notamment à travers le suivi de la convention intercommunale d'équilibre territoriale et l'élaboration du plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGDLSID) intégrant l'organisation d'un service harmonisé à l'échelle de l'Agglomération. Les maires des communes d'équilibre seront rencontrés pour définir la liste des indicateurs nécessaires à la définition des orientations définies en matière d'équilibres socio-territoriaux dans le parc social. Ces orientations seront présentées aux nouveaux membres de la CIL (Conférence Intercommunale du Logement) qui se réunira en 2021. En fonction de l'état des lieux présenté sur le développement de l'offre, les modalités de traitement de la demande et la gestion des attributions, les orientations aux besoins seront ajustées et les territoires d'enjeux redéfinis.

Après la reconstitution du groupe local de travail et de suivi du programme d'accueil et d'animation 2018-2023, 2021 sera l'année de mise en œuvre de la 3ème édition des rencontres tziganes, action qui a pour finalité de favoriser l'interconnaissance en proposant une diversité d'animations culturelles supports à la rencontre et l'échange. Des ateliers d'apprentissage à la lecture et l'écriture pour favoriser l'insertion professionnelle seront aussi proposés.

En 2021, pour le confort de ces usagers, la Communauté d'Agglomération continuera la mise en place de toilettes à l'anglaise sur les aires d'accueil des gens du voyage de Distré, Brain sur Allonnes, Saumur et Montreuil.

Pour la sécurité des usagers, les bassins de rétention d'eaux pluviales seront rendus inaccessibles.

Conformément à l'ambition environnementale de Saumur Val de Loire, l'aire de grands passages de la Cassoire et l'aire d'accueil des gens du voyage de St Lambert des Levées seront dotés de lampadaires solaires.

Conformément au décret du 26 Décembre 2019, La Communauté d'Agglomération est en réflexion sur le règlement d'usage et de gestion des aires d'accueil pour harmoniser les pratiques à l'échelle nationale et le terrain de la Cassoire se verra également doté d'une puissance électrique de 250Kva au lieu de 96.

D) Les politiques sociales

S'agissant de la politique de la ville, l'année 2020 s'est caractérisée par la stabilité des financements accordés aux opérateurs pour les soutenir dans le contexte de la crise sanitaire et socio-économique. Surtout, l'Agglomération a été force de proposition pour renforcer l'action des opérateurs de la jeunesse pendant l'été 2020, avec notamment un volet éducatif en écho au dispositif « vacances apprenantes » promu par l'État.

Les premières opérations du NPNRU commencent en cette année 2020.

En 2021, la communication du NPNRU sera coordonnée et planifiée.

Sur le plan de la prévention de la délinquance, une action de prévention routière et une action de prévention des discriminations ont été mises en œuvre. Le dispositif d'accompagnement individualisé et renforcé avec le tribunal judiciaire n'a pas été renouvelé en septembre 2020, le Procureur n'ayant pas les moyens humains pour piloter ce dispositif cofinancé par l'Agglomération. En cette fin d'année 2020, le dispositif du travail d'intérêt général (TIG) a été relancé. En effet, il était à l'arrêt à la Ville et à l'Agglomération en raison d'un défaut d'orientation par le service judiciaire en charge de l'accompagnement des personnes sous main de justice.

En 2021, il s'agira de repenser le rôle de l'Agglomération en matière de coordination, en s'appuyant sur la stratégie nationale de prévention de la délinquance. Un questionnaire a été envoyé aux communes pour recenser leurs besoins en la matière.

En matière d'enfance-jeunesse, l'Agglomération a poursuivi son travail technique d'interface entre la CAF et la MSA d'un côté, et les communes et syndicats de l'autre.

Les enjeux pour 2021 sont de réaliser un diagnostic social à une échelle à déterminer, de sensibiliser les communes sur les enjeux autour de la convention territoriale globale et l'intérêt d'un contrat unique.

Pour la santé publique, l'année 2020 a été caractérisée par l'arrivée d'un nouveau chargé de mission santé, qui a largement participé à la coordination dans le dossier des équipements de protection individuels, en réaction à la crise sanitaire.

A partir de septembre, les dossiers prioritaires ont été réactivés. Il en est ainsi des questions d'addictions et de santé mentale. De plus, des actions ponctuelles seront mises en œuvre en fin d'année (sensibilisation au handicap psychique, qualité de l'air intérieur et extérieur).

En 2021, un comité de pilotage permettra d'évaluer les actions entreprises en matière de santé mentale, d'addictions et d'aménagement du territoire.

E) L'urbanisme

L'année 2021 verra l'aboutissement de plusieurs années de travail en terme de planification urbaine avec la finalisation de plusieurs procédures d'élaboration de PLU/PLUi sur son territoire.

Le PLUi du secteur « Saumur Loire Développement » (PLUi SLD - 30 communes) a été approuvé en mars 2020.

En 2021, s'achèveront également les travaux d'élaboration du PLUi du secteur Loire-Longué ainsi que les PLU de Gennes-Val-de-Loire et de Tuffalun dans le cadre d'une étude commune afin d'obtenir une cohérence entre les trois projets de territoire et leur traduction réglementaire. Ces documents, nourris du travail réalisé sur le secteur « Saumur-Loire-Développement », arrêtés en mars 2020 seront soumis, suite à la parenthèse due à la crise sanitaire, à enquêtes publiques conjointes en début d'année 2021 pour une approbation en juin.

Par ailleurs, les documents d'urbanisme actuellement en vigueur (PLUi Saumur Loire Développement, PLUi du Douessin) et les futurs nouveaux documents précédemment cités pourront faire l'objet d'évolution en fonction du besoin des communes concernées. Afin de faire évoluer le règlement ou les OAP, mais également pour permettre la réalisation de projets structurants dans le cadre d'une mise en compatibilité, des procédures de modifications et/ou modifications simplifiées des documents pourront être engagées. En fonction de l'importance des procédures, ces études nécessiteront, le cas échéant, d'être externalisées.

Enfin, le service s'est vu attribué en mars 2020 la compétence SCoT. Une modification est en cours pour une approbation en décembre 2020.

Il a également en charge depuis octobre 2020, l'élaboration d'un plan de paysage sur le territoire de 10 communes ligériennes dont les études seront lancées en 2022 pour une approbation sous 24 mois.

F) Les grands investissements/voies

La collectivité poursuit sa contribution financière aux travaux pour la fin du doublement de la RD 347 entre le Pont du Cadre Noir et le giratoire de Pocé à Distré, dont le montant s'élève à 13,5 M€ TTC. Les travaux, qui ont commencé en septembre 2018, devraient être terminés début 2021.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est assurée par le Conseil Départemental de Maine et Loire (6,26 M€), avec des contributions financières de la Région des Pays de la Loire (4,16 M€), de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (1,89 M€) ainsi que des communes de Distré (150 000€), Rou-Marson (10 000€) et de la Ville de Saumur (200 000€).

Plus globalement, la Communauté d'Agglomération est associée à la révision du schéma routier départemental initié par le Conseil Général, ce schéma précisant les investissements principaux des infrastructures routières structurantes du territoire (RD 960 et 347) qui seront réalisés dans les 15 prochains années (axes Saumur / Cholet et Saumur / Montreuil Bellay) ;

Enfin, l'agglomération poursuivra son programme de modernisation des voiries communautaires sur la base du diagnostic technique qui a été réalisé en 2018 par les services techniques du Département de Maine-et-Loire, complété par une rénovation (programme pluriannuel) de la Voie Ferrée Locale de la ZA de Méron principalement afin que celle-ci présente toutes les garanties de fonctionnalité et de sécurité pour les convois supplémentaires devant être accueillis notamment par Ciment Val de Loire en 2021. Par ailleurs, une réflexion sera engagée dès 2021 sur les modalités de gestion technique et financière de cet équipement.

G) Gestion Patrimoniale du Bâti Communautaire

La Communauté d'Agglomération souhaite lancer en 2021 un projet de Schéma Directeur Immobilier pour son Patrimoine, constitué actuellement d'une cinquantaine d'équipements.

L'objectif est de disposer d'un outil d'aide à la décision, inscrivant les actions d'entretien et/ou d'investissement dans une volonté de pérennisation et valorisation du Patrimoine Communautaire dans le cadre d'un plan pluriannuel.

Cela permettra d'inscrire le Patrimoine de la Communauté d'Agglomération dans son contexte sociétal, c'est-à-dire, tenir compte des usages pouvant être y appliqués, dans une volonté de maîtrise des coûts et de son impact environnemental, tout en maintenant un haut niveau de satisfaction des usagers et agents.

Pour se faire, il convient dans un premier temps de constituer une base de données intégrant l'inventaire des équipements (réalisation une base patrimoniale), leur état (indice de vétusté), leur coûts d'exploitation et d'amortissement des installations techniques, leur usage (ERP, taux d'occupation), , , ,.

Ensuite, il nous appartiendra avec les élus de définir les usages souhaités de ces bâtiments par et pour la collectivité et des technologies associées, compris l'engagement de la collectivité dans le domaine des Energies Renouvelables, ou des innovations rentrant dans le domaine des « bâtiments intelligents ».

Sur cette base, et en retour d'expérience de collectivités similaires, nous pourrons définir des plans d'actions en fonction du Patrimoine actuel, son maintien (investissement, maintenance), sa cession et/ou destruction ou de son évolution (construction/acquisition).

Dans le cadre de l'optimisation énergétique, nous pourrons mettre en place, via des outils de mesure, contrôle et reporting, des indicateurs de performance pour le pilotage des coûts d'exploitation par entité.

Ces actions seront coordonnées par la Conseillère en Energie Partagée arrivée au second semestre 2020 à l'agglomération, en parallèle des actions plus ciblées de rénovation énergétique de bâtiments (Médiathèque de Saumur, Pépinière d'entreprises de Distré, Salle de Gymnastique de Saint Lambert des Levées) ou d'équipements (récupérateur d'énergie sur la Piscine de Val de Thouet), ces projets s'inscrivant dans le cadre du plan de relance initié par l'État fin 2020.

6. L'optimisation des ressources de la Communauté d'Agglomération

6.1. Poursuivre la maîtrise des charges

L'effort sur les dépenses sera donc maintenu sur la base d'une poursuite de la diminution des charges d'infrastructure qui couvrent les dépenses de viabilisation (chauffage, nettoyage, fluides), d'entretien général et de sécurité, de l'optimisation de la programmation culturelle et événementielle, d'une politique d'achats publics avec centralisation des achats. La recherche de nouvelles ressources non fiscales devra également être regardée avec attention. Le recours au mécénat et autres ressources privées continueront d'être explorées.

Nous serons ainsi attentifs à :

- évaluer en amont, pour les projets, événements et actions, les coûts de fonctionnement en termes financiers d'une part et, d'autre part en termes de masse salariale impliquée mais aussi du nombre de public concerné ;
- étudier systématiquement l'octroi des subventions ;
- s'assurer que dans le cadre de la rénovation du patrimoine public local, nous atteignons l'objectif de réduction d'au moins 40 % des consommations d'énergie ;
- rendre visible les efforts de gestion réalisés ou envisagés.

Il est ainsi proposé de poursuivre la vigilance en optimisant les moyens humains et financiers aujourd'hui disponibles.

Par ailleurs, la maîtrise de la masse salariale reste un objectif majeur.

Les orientations budgétaires 2021 des dépenses de personnel de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ont été établies sur les bases suivantes :

- accompagner l'organisation RH de la nouvelle régie Eau et Assainissement ;
- accompagner l'ouverture du nouveau Campus ;
- changer d'outil de gestion SIRH ;
- étudier la mise en place d'un Complément Indemnitaire Annuel en 2022 ;
- organiser la pérennisation de la possibilité de télétravailler pour les agents communautaires ;
- étudier la mise en place de l'indemnité de précarité (suite à la Loi de réforme de la Fonction Publique Territoriale) ;
- poursuivre la mise en œuvre du plan d'action pour lutter contre les Risques Psycho-sociaux ;
- mettre en place les périodes de préparation au reclassement professionnel (suite à la Loi de réforme de la Fonction Publique Territoriale) ;
- accompagner individuellement les agents dans leurs changement de parcours professionnels.

6.2. Mener une politique d'investissement ambitieuse

Il est proposé de maintenir un montant d'investissements conséquent pour que la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire joue son rôle structurant pour le territoire, améliore le niveau de service dans les communes, mais aussi pour la vitalité du tissu économique local, en programmant les chantiers à entreprendre :

- sur les zones économiques pour 6 567 038 € pour la seule année 2021;
- sur les infrastructures existantes pour 2 200 000€ essentiellement sur les équipements sportifs et culturels ;
- en planifiant les installations nouvelles, notamment deux opérations majeures : piscine de Longué pour 7 800 000€ et le site d'Offard pour 5 300 000€

Il sera nécessaire de faire preuve de discernement sur les projets d'investissements, en particulier sur ceux qui pèseront en charges de fonctionnement ultérieures.

6.3. Enrichir les relations financières entre les communes et l'Agglomération grâce au Pacte Financier et Fiscal de Solidarité

Le pacte financier et fiscal de solidarité entre la communauté et ses communes membres a été constitué en 2018. Il remplit les objectifs suivants :

- Permettre la mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs de l'acte fondateur et du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) ;
- Cadrer l'effort financier eu égard à des objectifs traduits sous la forme de ratios financiers plafonds garant d'une gestion pérenne et vertueuse de la collectivité, que ce soit pour les recettes comme pour les dépenses (Capacité de Désendettement, Taux d'Epargne Brute) ;
- Orienter la structure de la fiscalité intercommunale pour assurer une équité fiscale satisfaisante entre ménages et entreprises et en adéquation avec les compétences exercées ;
- Favoriser la solidarité du territoire entre Communes membres et Communauté par la mise en commun de ressources (partage de fiscalité, fonds de concours, ...) pour la réalisation d'opérations.

Il s'agit d'un compromis local portant sur le partage des ressources en vue de la réalisation du projet de territoire.

Sont actés au travers de ce pacte, les principes suivants :

- l'instauration de ratios de gestion susmentionnés à l'article 3.2. du présent ROB ;
- une politique fiscale stable depuis la fusion ;
- un partage conventionnel, entre la communauté d'agglomération et les communes concernées, de la taxe foncière sur le bâti communale acquittée par les entreprises situées sur des zones d'activités économiques communautaires ;
- le mécanisme de reversement à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de 100 % de la taxe d'aménagement payée par cette dernière ;
- la répartition dérogatoire « libre » du FPIC en proposant de garantir le montant de reversement aux communes membres (droit commun 2017) tant que le FPIC est constant ou augmente. En cas de baisse du FPIC, les montants de reversement aux communes membres ainsi que celui de la communauté se verront diminuer de manière proportionnelle ;
- l'instauration de Fonds de Concours si les ratios de gestion de la communauté d'agglomération le permettent ;
- la construction d'un schéma de mutualisation comme un outil au service du projet communautaire ;
- l'utilisation du levier des attributions de compensation, en favorisant la révision libre afin de retrouver des marges de manœuvre pour la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Le Président a décidé de ne pas remettre en question les règles du jeu définies, jusqu'en septembre 2023. Il estime que le temps de cette stabilité est nécessaire afin de mieux préparer les projets à venir et affiner la programmation pluriannuelle d'investissements.

Une attention particulière sera portée à la construction du schéma de mutualisation. En effet, en vertu de l'article L 5211-39-1 du CGCT, modifié par LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 80, afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut établir un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat.

Conclusion

Ces orientations budgétaires, et le débat auquel elles donneront lieu, se font dans un contexte d'incertitudes lié à la situation de crise sanitaire de notre pays mais aussi de refonte de la fiscalité locale qui se précise dans le projet de loi de finances 2021, comme il était à le craindre, au détriment des marges de manœuvre des collectivités.

Après la taxe d'habitation, ce sont les impôts de production qui nous échappent, ne nous laissant que peu de possibilités pour faire évoluer nos ressources de fonctionnement quand nos charges ne cessent d'augmenter.

Ce futur cadre doit nous conduire à élaborer le budget primitif avec lucidité sans obérer durablement l'avenir.

Le schéma de mutualisation en cours d'élaboration, les nouvelles ressources du Pacte Financier et Fiscal de Solidarité instauré en 2018 et des investissements liés aux énergies renouvelables ainsi que l'instauration d'une nouvelle taxe d'ici 2023 vont permettre les investissements nécessaires à un aménagement équilibré de notre territoire que doit porter notre Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Malgré un contexte incertain, le rôle de la collectivité est bien à la fois de préserver et renforcer la qualité de vie de nos habitants, d'accélérer son investissement en faveur du développement économique et de tout mettre en œuvre pour que notre territoire gagne sans cesse en attractivité.

C'est pourquoi l'année 2021 sera marquée par un niveau d'investissement élevé dans les domaines économiques et du service au public, notamment le sport. Tels sont les principaux axes qui guident la construction du budget primitif 2021 qui sera soumis au vote du prochain conseil communautaire en décembre prochain.

Date de transmission en sous-préfecture :

1 8 NOV. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extraire Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.1 Décisions budgétaires – 7.1.1 Débat d'orientation budgétaire (DOB)
-------------------	--------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »